



**EUROMÉDITERRANÉE**

Établissement Public d'Aménagement – Marseille

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

---

### **Prestations de veille et de revue de presse pour le compte de l'EPA Euroméditerranée**

#### **Caractéristiques principales des contrats**



Marché conclu à prix mixte



Exécution par ordre de service et bons de commande



Durée de 1 an reconductible 3 fois (maximum 4 ans)



Révision annuelle des prix

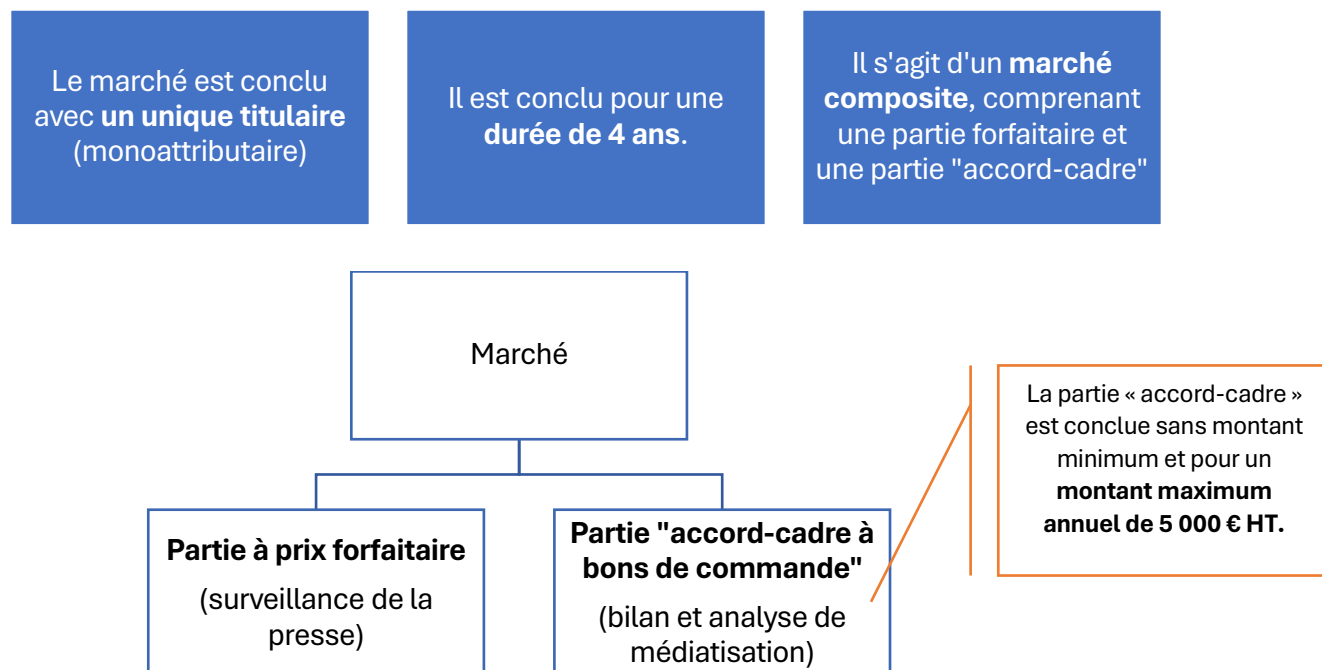
## Sommaire

---

<b>Article 1 – Dispositions générales .....</b>	<b>3</b>
<b>Article 2 – Pièces contractuelles de l'accord-cadre .....</b>	<b>3</b>
2.1 Pièces particulières .....	3
2.2 Pièces générales.....	3
<b>Article 3 – Dispositions financières .....</b>	<b>4</b>
3.1 Forme des prix .....	4
3.2 Avance .....	4
3.3 Modalités de règlement.....	5
3.3.1 Périodicité des acomptes .....	5
3.3.2 Délai de paiement .....	5
3.3.3 Contenu des factures .....	5
3.3.4 Transmission des factures .....	6
3.4 Variation des prix .....	6
<b>Article 4 – Etat des retombées .....</b>	<b>7</b>
<b>Article 5 – Pénalités .....</b>	<b>7</b>
<b>Article 6 – Equipe dédiée et modification .....</b>	<b>8</b>
<b>Article 7 – Prestations similaires .....</b>	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
<b>Article 8 – Dérogations au CCAG PI.....</b>	<b>8</b>

## Article 1 – Dispositions générales

---



## Article 2 – Pièces contractuelles de l'accord-cadre

---

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

### 2.1 Pièces particulières

- L'Acte d'engagement ;
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire et Bordereau des Prix Unitaires) ;
- Le présent Cahier des clauses administratives particulières ;
- Le Cahier des clauses techniques particulières ;
- Le Mémoire technique.

### 2.2 Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI) tel qu'approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;

Le CCAG-PI, bien que non joint au présent marché, est réputé connu des parties.

Les dérogations au CCAG-PI sont récapitulées à l'article 7 du présent CCAP.

En cas de contradiction, ou de différence, entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

## Article 3 – Dispositions financières

### 3.1 Forme des prix

Le marché est traité à prix mixtes.

<b>Partie forfaitaire</b>	Sont rémunérées par application d'un prix forfaitaire annualisé : <ul style="list-style-type: none"><li>- la surveillance quotidienne de la presse écrite, audiovisuelle et numérique sur les différents sujets d'actualité de l'établissement public d'aménagement d'Euroméditerranée,</li><li>- et la réalisation d'une revue de presse hebdomadaire avec un forfait de 1 500 articles web et presse et 600 alertes audiovisuelles annuelles.</li></ul>
<b>Partie accord-cadre</b>	<p>Les prestations détaillées au Bordereau des prix unitaires (BPU) feront l'objet d'un bon de commande.</p> <p>Le prix de chaque commande sera déterminé en affectant aux quantités commandées, les prix unitaires mentionnés dans le bordereau des prix unitaires.</p> <p>Ces prestations, traitées à prix unitaires, concerneront les articles web et presse et les alertes audiovisuelles susceptibles d'être traités en sus de ceux prévus dans le forfait initial de 1 500 articles web et presse et 600 alertes audiovisuelles annuelles ainsi que la réalisation de bilans.</p>

Les prix doivent également comprendre les droits d'usage : droit de conservation (sur un intranet ou non), de représentation et de reproduction en format numérique dans la limite du nombre de destinataires prévus, et la pège audiovisuelle. Le nombre réel des destinataires est communiqué à la demande du prestataire chaque fois que nécessaire. A ce titre, conformément aux dispositions de l'article 6 du CCTP, le prestataire se charge de régler l'ensemble des droits de copies pour tous les articles sélectionnés et retenus par l'EPAEM parmi ceux adressés par le titulaire pour diffusion effective dans ses panoramas, soit auprès du Centre Français de la Copie soit, auprès des éditeurs eux-mêmes.

Le prestataire ne pourra en aucun cas facturer des droits d'usage en cours d'exécution du marché.

### 3.2 Avance

Conformément à l'article R. 2191-16 du code de la commande publique, le titulaire a droit à une avance de 5% du montant forfaitaire du marché.

Si le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux minimal de l'avance est porté à 10%.

Le remboursement de cette avance sera effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteindra 65 % du montant du marché. Il sera terminé lorsque ce pourcentage aura atteint 80 %, ceci conformément à l'article R. 2191-19 du code de la commande publique.

### 3.3 Modalités de règlement

#### 3.3.1 Périodicité des acomptes

<b>Partie forfaitaire</b>	Les paiements se feront trimestriellement.
<b>Partie « accord-cadre »</b>	Après l'achèvement des prestations de chaque bon de commande, le titulaire remet sa demande de paiement correspondant au montant total du bon de commande ou du marché subséquent.

#### 3.3.2 Délai de paiement

Le délai global de règlement des prestations est de 30 jours maximum conformément à l'article R. 2192-11 du code de la commande publique.

Le délai court à compter de la réception de la facture sur la plate-forme "Chorus Portail Pro 2017".

Lorsque la date de fin d'exécution des prestations mentionnée sur la demande de règlement, est postérieure à la date de réception de ladite demande de règlement, cette date, validée par l'attestation du « service fait », marque le point de départ du délai de règlement.

Tout retard de paiement ouvre droit au versement d'intérêts moratoires au titulaire et au sous-traitant, conformément aux articles R. 2192-31 et R. 2192-32 du Code de la commande publique.

#### 3.3.3 Contenu des factures

Les situations seront établies conformément au modèle agréé par l'EPAEM ou son mandataire et feront apparaître séparément :

Contenu des demandes de paiement
<b>Intitulé et numéro du marché (ou du marché subséquent le cas échéant)</b>
<b>Numéro d'engagement juridique</b>
<b>Désignation des prestations exécutées</b>
<b>Montant des prestations exécutées en € HT, hors TVA et hors révision de prix</b> Celui-ci doit être détaillé par co-traitant. En cas de sous-traitance, la nature et le montant des prestations sous-traitées doivent être indiqués. En cas de décomposition en tranches, ce détail doit être fourni pour chaque tranche.
<b>Montant cumulé des précédents acomptes le cas échéant</b>
<b>Taux de TVA applicable</b>
<b>Montant de l'avance le cas échéant</b>

Les factures ne devront pas faire apparaître de révision des prix, celle-ci étant calculée par la direction des finances.

Dans le cas d'un groupement d'entreprises, les factures des cotraitants doivent impérativement être validées par le mandataire du groupement.

En cas de sous-traitance, une attestation de paiement direct doit être jointe.

Les pénalités appliquées en cours de chantier seront décomptées en « cumulatif » jusqu'au solde.

### 3.3.4 Transmission des factures

Les factures sont établies au nom de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée et doivent être transmises sous forme électronique via le portail Chorus Pro, solution mutualisée mise à disposition par l'Etat : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations particulières nécessaires à la transmission des factures via Chorus Pro sont :

- numéro de SIRET de l'EPAEM : 40413229200024
- numéro d'engagement : le n° du bon d'engagement du marché subséquent (lorsque le marché subséquent est constitué par un mail de validation du devis, le numéro d'engagement sera transmis par un message dédié)

## 3.4 Variation des prix

La révision de prix sera effectuée à l'issue de périodes successives de 12 mois, la première révision intervenant 12 mois après la date T0 de notification du marché.

la formule applicable est la suivante :

$$P_n = P_o \times (A_n/A_o)$$

dans laquelle:

- $P_o$  = prix initiaux du marché, établis aux conditions économiques du mois M0 correspondant à la date limite de remise des offres ;
- $P_n$  = prix révisé ;
- $A$  = indice CPF 63 – Services d'information – base 2015 - identifiant INSEE 010766379
- $A_o$  = valeur de l'indice A lue au mois M0 correspondant à la date limite de remise des offres ;
- $A_n$  = dernière valeur définitive connue de l'indice A lue à T0 + 11 mois (première révision), T0 + 23 mois (deuxième révision) et T0 + 35 mois (troisième révision).

*Exemple : le marché est notifié en avril 2026, la première révision intervient en avril 2027. Il est pris en compte la dernière valeur connue de l'indice A lue au mois de mars 2027.*

Le coefficient de révision ainsi calculé est arrondi au millième supérieur, et les prix du bordereau des prix unitaires sont arrondis au centime d'euro supérieur.

Dans le cas de disparition d'indice, un nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable.

Dans le cas où aucun indice de substitution ne serait préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice sera effectuée par avenant. Il s'agit d'une clause de réexamen conclue conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique.

## Article 4 – Etat des retombées

---

Le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur, tous les 6 mois à compter de la date de notification du marché, les justificatifs nécessaires, au sein d'un document unique sur Fichier Excel :

- Un état des retombées des articles de la presse gratuite
- Un état des retombées des articles de la presse quotidienne départementale et nationale
- Un état des retombées des articles de la presse quotidienne régionale
- Un état des retombées des articles de la presse spécialisée
- Un état des retombées des articles de la presse des collectivités locales
- Un état des retombées audiovisuelles
- Un état de retombées issues d'internet

Ces états de consommations comporteront le nom du demandeur, le nombre de destinataires, le type de prestations, son tarif et le cumul global du tarif.

## Article 5 – Pénalités

---

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, il pourra être appliqué les pénalités dans les conditions ci-après :

- en cas de retard dans la mise à disposition de la revue de presse conformément au délai prévu dans le CCTP, le titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 100 € par demi-heure de retard ;
- en cas d'absence de transmission des statistiques évoquées à l'article 6 relatif à l'Etat des retombées, une pénalité forfaitaire de 150 € sera appliqué ;
- en cas d'absence de modification des revues de presse ou des mots-clés suite à une demande du pouvoir adjudicateur non suivie d'effet, le titulaire encourt l'application d'une pénalité de 100 € par manquement.

Ces pénalités ne sont pas appliquées si le Titulaire prouve que le non-respect de ses obligations contractuelles résulte d'un cas de force majeure.

L'application des pénalités ne préjuge pas et ne fait pas obstacle à la faculté pour le pouvoir adjudicateur de résilier le contrat en cas de manquement par le Titulaire à ses obligations après mise en demeure et conformément à l'article 39 du CCAG-PI.

Le montant des pénalités n'est pas révisable.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG Prestations intellectuelles (PI), les pénalités sont dues dès le 1er euro.

De même, par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

## Article 6 – Equipe dédiée et modification

---

Le titulaire s'engage à affecter, pendant toute l'exécution du marché, l'équipe dédiée telle que présentée dans son mémoire technique et dont les curriculum vitae auront été joints.

Ainsi, les prestations doivent être exécutées par les personnes nommément désignées.

Si une des personnes n'est plus en mesure d'accomplir les prestations, le titulaire doit :

- En aviser par écrit (mail), sans délai, l'EPAEM et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes en fournissant le CV de ce dernier, dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'EPAEM, si celui-ci ne le refuse pas dans le délai 7 jours ouvrés à compter de la réception de la proposition de remplaçant par le titulaire. Toutefois, l'EPAEM se réserve la possibilité de refuser le remplaçant proposé, avec justifications. Dans ce cas, le titulaire dispose d'un délai de 7 jours ouvrés à compter du rejet formalisé par écrit pour proposer un autre profil.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de refus des remplaçants par l'EPAEM, le titulaire encourt l'application d'une pénalité telle que prévue au présent CCAP.

## Article 7 – Dérogations au CCAG PI

---

Article du présent CCAP	Article du CCAG TIC auquel il est fait dérogation	Objet
5	14.1 ; 14.1.2 ; 14.1.3	Pénalités pour retard